

PARLEMENTAIRES

INFORMATIONS

52e législature



du 16/02/2009 au 20/02/2009

053

Pour de plus amples informations, surfez sur :

www.lachambre.be

Informations Parlementaires est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

Informations Parlementaires est adressé à toute personne qui en fait la demande.

Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

coordination et rédaction : Service des Relations publiques et internationales

tél : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

fax : 02/549.83.02

E-mail : pri@lachambre.be

lay-out : PRI

impression : Imprimerie de la Chambre

adresse postale : Chambre des représentants de Belgique
B - 1008 BRUXELLES

entrée visiteurs : 13, rue de Louvain - Bruxelles

éditeur responsable : le secrétaire général de la Chambre



Table des matières

ORGANES DE LA CHAMBRE

Présidence 3

COMMISSIONS

Réunions de commissions 5

SÉANCE PLÉNIÈRE

Proposition et projets de loi 39

Questions orales 40

Nomination d'un questeur 42

Votes nominatifs sur les motions 42

RELATIONS PUBLIQUES 45

PUBLICATIONS 47

CONSEIL DES MINISTRES 49

ANNEXES

Demandes d'interpellations 55

Projets de loi, propositions et rapports
de commission 57

ADDENDA 59

Agenda des séances plénières
et des réunions de commissions 61

Tableau d'avancement des travaux législatifs



SEMAINE DU 16 FÉVRIER AU 20 FÉVRIER 2009



ORGANES DE LA CHAMBRE

PRÉSIDENTENCE

MERCREDI 18 FÉVRIER 2009

VISITE DE L'AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE AU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Le mercredi 18 février 2009, M. Patrick Dewael, président de la Chambre des Représentants, a reçu M. Yuan Yuan Zhang, ambassadeur de la République populaire de Chine à Bruxelles.

M. Zhang fait savoir que la Chine souffre également de la crise économique mondiale, particulièrement en raison de la baisse des exportations. La Chine elle-même représente toutefois un marché énorme et le gouvernement chinois est déterminé à stimuler la consommation interne.

Le président de la Chambre, M. Dewael, évoque la dégradation de la situation économique en Belgique. M. Zhang souligne que les investissements belges en Chine sont en recul depuis quelque temps déjà et il promet de tout mettre en œuvre pour inverser la tendance, notamment en nouant des contacts avec les Chambres de commerce. Il espère en outre une présence marquée de la Belgique à l'exposition universelle de Shanghai en 2010.

M. Zhang regrette que le dalaï-lama ait été reçu en Belgique en décembre 2008. Cette visite a nui aux relations belgo-chinoises qui, jusqu'alors, étaient excellentes. L'ambassadeur affirme que le dalaï-lama et ses disciples souhaitent un Tibet indépendant et portent ainsi atteinte à l'intégrité territoriale de la Chine.

Il conclut en affirmant que le gouvernement belge doit à présent regagner toute la confiance de la Chine en se distanciant clairement des aspirations indépendantistes du Tibet.





COMMISSIONS

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ **LUNDI 16 FÉVRIER 2009**

1. Question de M. Stefaan Van Hecke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la gare de Malines-Nekkerspoel” (n° 10460).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de Mme Maya Detiège au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la réorganisation à La Poste” (n° 10492).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Question de M. Stefaan Van Hecke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le Comité consultatif des usagers auprès de la SNCB” (n° 10569).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la réforme du service postal à Vilvorde” (n° 10577).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Jef Van den Bergh au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les budgets en matière de mobilité” (n° 10611).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



6. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la poursuite de la distribution des quotidiens par La Poste” (n° 10618).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “une gare ferroviaire à Haasrode” (n° 10634).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la diffusion d’informations par les chemins de fer” (n° 10635).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le rapport d’audit de la Cour des comptes concernant la SNCB” (n° 10636).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les problèmes relatifs à l’infrastructure à la gare de Louvain” (n° 10641).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Philippe Henry au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le pont de Tilff” (n° 10669).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “B-Cargo” (n° 10676).

- Question de M. Patrick De Groote au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “B-Cargo” (n° 10693).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



13. Questions jointes :

- Question de M. Patrick De Grootte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le souhait de la Poste danoise de se retirer de La Poste belge" (n° 10743).
- Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le retrait de la Poste danoise" (n° 10760).
- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le retrait de la Poste danoise du capital de La Poste" (n° 10782).
- Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le retrait de la Poste danoise du capital de La Poste belge" (n° 10789).
- Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le retrait de la Poste danoise du capital de La Poste belge" (n° 10791).
- Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le retrait de la Poste danoise du capital de La Poste belge" (n° 10853).
- Question de M. Roel Deseyn au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le retrait de la Poste danoise du capital de La Poste belge" (n° 10887).
- Question de M. François Bellot au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le retrait de Post Danmark du capital de la Poste belge" (n° 10947).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'augmentation annuelle des tarifs à la SNCB" (n° 10748).
- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la hausse des tarifs de la SNCB et la ponctualité des trains sur la ligne Anvers-Bruxelles" (n° 10774).
- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'augmentation des tarifs du train" (n° 10787).
- Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'augmentation des tarifs en date du 1/2/2009" (n° 10794).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



15. Question de M. Bruno Stevenheydens au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le déménagement du centre de tri de Zele à Lokeren” (n° 10803).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Patrick De Grootte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “une alternative pour le transport de marchandises sur la ligne ferroviaire 50A” (n° 10806).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. David Lavaux au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le rôle de la SNCB dans le retard dans la mise en place d’un ticket unique” (n° 10839).

- Question de M. Patrick De Grootte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le système de billet commun aux quatre sociétés de transport public” (n° 10854).

- Question de Mme Camille Dieu au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le blocage du ticket uniformisé” (n° 10857).

- Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le ticket uniformisé” (n° 10867).

- Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “l’interopérabilité pour les billets” (n° 11028).

- Question de M. Jef Van den Bergh au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “le billet électronique” (n° 11135).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

➤ **MERCREDI 18 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 151 et 152), n° 1786/1.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.

- Exposé introductif du secrétaire d’État à la Mobilité.

- Des questions ont été posées par MM. Roel Deseyn, David Lavaux et François Bellot.

- Les articles 151 et 152 ont été adoptés.

- L’ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté.

2. Question de Mme Valérie De Bue au ministre pour l’Entreprise et la Simplification sur “le coût du service universel” (n° 10809).

- Le ministre pour l’Entreprise et la Simplification a répondu.



3. Question de Mme Linda Musin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la légalité des taxes communales sur les pylônes GSM" (n° 11038).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Projets de loi joints :

- Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques, n° 1813/1.

- Projet de loi portant modification de la loi du 17 janvier 2003 concernant les recours et le traitement des litiges à l'occasion de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et télécommunication belges, n° 1814/1.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.

- Exposé introductif du ministre pour l'Entreprise et la Simplification.

Prochaine réunion : lundi 2 mars 2009.

"Séparation des pouvoirs"

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER SI LE RESPECT DE LA CONSTITUTION, EN PARTICULIER LE PRINCIPE DE LA SÉPARATION DES POUVOIRS, ET DES LOIS A ÉTÉ OBSERVÉ DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES ENTAMÉES À L'ENCONTRE DE LA SA FORTIS

Président : M. Bart Tommelein

➤ **LUNDI 16 FÉVRIER 2009**

Ordre des travaux.

La commission a décidé de poursuivre ses travaux.

➤ **MERCREDI 18 FÉVRIER 2009**

Entretien avec les magistrats émérites.

➤ **JEUDI 19 FÉVRIER 2009**

Désignation d'un deuxième expert.

(Rapporteurs : MM. Renaat Landuyt, Pierre-Yves Jeholet et Mme Karine Lalieux).



Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente: Mme Muriel Gerkens

➤ LUNDI 16 FÉVRIER 2009

1. Question de Mme Kattrin Jadin à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la résolution visant à interdire l'utilisation des dispositifs répulsifs jeunes de type 'Mosquito'" (n° 10065).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la situation des médecins généralistes en région rurale" (n° 10175).

- Question de M. David Lavaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les conditions de garde des médecins généralistes" (n° 10219).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

3. Question de M. Jean-Luc Crucke à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la surpopulation dans les hôpitaux" (n° 10297).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Kattrin Jadin à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le statut des généralistes en formation" (n° 10435).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le nouveau statut des médecins généralistes en formation" (n° 10473).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

5. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le mécontentement des radiologues" (n° 10471).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

6. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le titre professionnel d'infirmier spécialisé en pédiatrie et néonatalogie" (n° 10493).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Valérie Déom à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la nocivité des narguilés, chichas et autres pipes à eau" (n° 10535).

- Question de Mme Josée Lejeune à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la chicha" (n° 11120).



- Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le développement de la chicha" (n° 11154).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les médicaments choisis par les pharmaciens en cas de prescription DCI" (n° 10563).

- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la délivrance de médicaments bon marché par les pharmaciens" (n° 10684).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

9. Question de M. Daniel Bacquelaire à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'absence de chiffres récents relatifs à la consommation de drogues en Belgique" (n° 10578).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

10. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "une infraction à l'article 10 de la loi du 25 mars 1964" (n° 10617).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

11. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la qualité de l'alimentation" (n° 10672).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

12. Question de Mme Josée Lejeune à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'hypnosédation" (n° 10679).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

13. Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques pour les patients atteints par le VIH" (n° 10756).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les infections nosocomiales" (n° 10795).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les infections nosocomiales" (n° 10808).

- Question de M. Georges Dallemagne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les infections nosocomiales" (n° 11152).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



15. Question de M. Josy Arens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'intérêt de la réduction des pathogènes dans les concentrés plaquettaires" (n° 10801).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de Mme Muriel Gerken à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'arrêté du Conseil d'État abrogeant l'arrêté ministériel de 2006 relatif à l'agrément des médecins généralistes" (n° 10805).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'annulation par le Conseil d'État de l'arrêté ministériel contenant les normes d'agrément des médecins généralistes" (n° 10843).

- Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'annulation de l'arrêté ministériel fixant les critères d'agrément des médecins généralistes" (n° 10861).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

17. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'enquête relative aux habitudes de sortie menée par la 'Vereniging voor Alcohol- en andere Drugproblemen'" (n° 10848).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

18. Question de M. Jean-Luc Crucke à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la maladie de Huntington" (n° 10980).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

19. Question de M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le nouveau stade national de football" (n° 11019).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

20. Question de M. Jacques Otlet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le financement des projets thérapeutiques pilotes par le Service public fédéral de la Santé publique" (n° 11121).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

➤ **MARDI 17 FÉVRIER 2009**

Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppers, Tinne Van der Straeten, Maya Detiège) relative à la protection de la santé des citoyens contre les risques liés à la pollution électromagnétique, n°s 405/1 à 3.

Amendement de Mme Detiège et consorts.

- Proposition de résolution (Yvan Mayeur, Marie-Claire Lambert, Valérie Déom, Eric Thiébaud, André Frédéric) visant à améliorer la disponibilité d'informations à l'attention des consommateurs lors de leurs achats de GSM, n°s 1335/1 à 3.



Amendements de Mmes Lambert et consorts, Snoy et d'Oppuers et consorts et Gerkens.
(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Maya Detiège).

- Des amendements ont été déposés.
- Les amendements n°s 1 à 4, 6, 9 à 11, 13, 14, 16 et 20 à 23 ont été adoptés.
- Les amendements n°s 5, 7, 12, 17 et 19 ont été rejetés et les amendements n°s 8, 15 et 18 ont été retirés.
- Les propositions de résolution, ainsi amendées, ont été adoptées.
- La commission procèdera à une deuxième lecture (Rgt, art. 83).

➤ **MERCREDI 18 FÉVRIER 2009**

1. Plan national climat.

- Exposé introductif par le ministre du Climat et de l'Énergie.
- Echange de vues.

Question jointe :

- Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le 'Projet de Plan national Climat 2009-2012 de la Belgique'" (n° 11086).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu pendant l'échange de vues.

2. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la prime à la casse" (n° 10943).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la répartition de l'objectif de 13 % d'énergie renouvelable" (n° 11106).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les essais en champ de peupliers génétiquement modifiés" (n° 11206).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 3 mars 2009.



Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 17 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les contrats d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 20 juillet 2007 modifiant, en ce qui concerne les contrats privés d'assurance maladie, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, n° 1662/1.

(Continuation et éventuellement clôture et votes). (Rapporteur : Mme Katrin Jadin).

Amendements de Mme Van den Bossche et consorts.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par M. Henry et consorts, Mme Jadin et consorts, Mme Partyka et consorts et Mme Lalieux et consorts.
- Les amendements n°s 14 à 17 ont été adoptés.
- Les autres amendements ont été rejetés.
- Les articles, tels qu'amendés, ont été adoptés à l'unanimité.
- A l'unanimité, la commission a décidé de déroger à l'article 82.1 du Règlement et a procédé au vote.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé et y compris quelques corrections de texte, a été adopté par 10 voix contre 4.

2. Projet de loi de relance économique - Art. 57 à 67, n° 1788/1.

- Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz.
- Exposé introductif du ministre du Climat et de l'Énergie.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par M. Jambon et M. Clarinval et consorts.
- Les amendements n°s 1, 2 et 4 ont été adoptés.
- Les articles, tels qu'amendés, ont été adoptés à l'unanimité.
- A l'unanimité, la commission a décidé de déroger à l'article 82.1 du Règlement et a procédé au vote.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix contre 1 et 5 abstentions.

3. Question de Mme Nathalie Muylle au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la taxation des carburants auxquels n'ont pas été mêlés des biocarburants" (n° 10230).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de Mme Nathalie Muylle au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'attitude lamentable de la Belgique en ce qui concerne le bio-éthanol" (n° 10231).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



5. Question de Mme Sofie Staelraeve au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le groupe de travail chargé de la politique énergétique sociale" (n° 10345).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Nathalie Muylle au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les centres de bronzage" (n° 10907).

- Question de Mme Nathalie Muylle au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les centres de bronzage" (n° 10922).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Interpellation de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les suites données à l'incident nucléaire de l'IRE à Fleurus" (n° 273).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

- Aucune motion n'a été déposée.

8. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le retrait des pièces de un et de deux centimes d'euro" (n° 10583).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "IRENA" (n° 10579).

- Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la création d'une agence mondiale pour les énergies renouvelables" (n° 10619).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Fonds de Traitement du Surendettement" (n° 10627).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "une participation d'Electrabel à des projets d'éoliennes" (n° 10654).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le financement du parc éolien sur le Thorntonbank" (n° 10666).

- Question de M. Bruno Tobback au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le financement de l'énergie éolienne offshore" (n° 10958).

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "offshore wind" (n° 11177).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



13. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'énergie éolienne" (n° 10726).
- Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le retard accumulé par la Belgique en matière d'énergie éolienne" (n° 10746).
- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'énergie éolienne en Belgique" (n° 10750).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les importations de courant" (n° 10727).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Muriel Gerken au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la campagne publicitaire pro-nucléaire cofinancée par Synatom" (n° 10804).
- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la participation du CEN à la campagne de promotion du Forum nucléaire belge" (n° 10814).
- Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la participation de l'IRE et de Belgoprocess à la campagne de publicité pro-nucléaire" (n° 10829).
- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Forum nucléaire et la publicité" (n° 10978).
- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la campagne du Forum nucléaire" (n° 11203).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "Myrrha" (n° 10815).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avis demandé au sujet du projet Myrrha" (n° 10824).
- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'évaluation de Myrrha par l'Agence pour l'énergie nucléaire" (n° 10838).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

17. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le Plan de relance européen et les projets belges en matière d'énergie" (n° 10944).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

18. Question de M. Bart Laeremans au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la répercussion de la baisse des prix de l'énergie sur les consommateurs" (n° 10949).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



19. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les éoliennes en milieu urbain" (n° 10963).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

20. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la Commission des provisions nucléaires" (n° 10971).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

21. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la consultation organisée dans le cadre du Plan Déchets de l'ONDRAF" (n° 10990).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le fonctionnement du directeur général de la direction Énergie" (n° 11042).

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la situation intenable du directeur général de la direction Énergie" (n° 11190).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

23. Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les retraits d'argent" (n° 11150).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

➤ **MERCREDI 18 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) - Art. 127 à 150, n° 1786/1 et 2.

- Rapporteur : M. Jean-Luc Crucke.

- Exposé introductif du ministre pour l'Entreprise et la Simplification.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Un amendement a été déposé par le gouvernement.

- L'amendement n° 10 a été adopté par 11 voix et 1 abstention.

- Les articles 127 à 150, tel qu'amendés, ont été adoptés.

- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 9 voix et 3 abstentions.

2. Question de Mme Marie-Martine Schyns au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les pratiques de parrainage des opérateurs de téléphonie mobile" (n° 10898).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Question de M. Jean Cornil au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'efficacité du service national d'assistance sur les aspects réglementaires et techniques du règlement REACH" (n° 10941).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.



4. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'augmentation du prix de la bière chez InBev" (n° 10985).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. François Bellot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'autorisation accordée par l'Europe aux Pays-Bas d'ouvrir à la concurrence les réseaux de cablodistribution" (n° 11095).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'interdiction du commerce intermédiaire" (n° 11096).

- Question de M. Jef Van den Bergh au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le marché noir pour les tickets de concert" (n° 11162).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Denis Ducarme au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les plaintes déposées à l'encontre de la campagne publicitaire organisée par le Forum nucléaire belge" (n° 11197).

- Question de M. Philippe Henry au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les plaintes relatives à la campagne Forum nucléaire belge" (n° 11236).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : mardi 3 mars 2009.

Droit Commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Présidente : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 17 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi modifiant l'article 27 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites - Transmis par le Sénat, n° 1321/1.

- Rapporteur : Mme Leen Dierick.

- Exposé introductif par le représentant du ministre de la Justice.

- La discussion a eu lieu. Mme Leen Dierick est intervenue.

- Les articles 1 et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés à l'unanimité.

2. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne l'indemnité de licenciement des membres du comité de direction, n° 1292/1.



3. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la transparence de la rémunération du management, n° 1299/1.

4. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Bruno Tobback) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la publicité des rémunérations des administrateurs, n° 1293/1.

5. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération du management, n° 1291/1.

6. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la rémunération des membres du conseil d'administration, n° 1297/1.

7. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne la composition du conseil d'administration, n° 1298/1.

8. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l'élargissement de la participation à l'assemblée générale, n° 1294/1.

9. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le droit de parole à l'assemblée générale, n° 1300/1.

Points 2 à 9 :

- Rapporteur : M. Olivier Hamal.
- Exposé introductif de M. Bruno Tuybens.
- La commission a décidé de demander au président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'État concernant les propositions de loi n°s 52 1292, 52 1293, 52 1299, 52 1805 et 52 1474.
- Des auditions seront organisées.

10. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Hendrik Daems, Ine Somers, Luk Van Biesen) modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 en vue d'octroyer un privilège général aux fournisseurs, n° 1731/1.
 - Proposition de loi (Herman De Croo, Bart Tommelein, Luk Van Biesen) visant à supprimer les privilèges et les hypothèques du fisc, n° 1521/1.
- (Continuation). (Rapporteur : Mme Leen Dierick).

- La liste des personnes qui seront auditionnées a été fixée.

Prochaine réunion : mardi 3 mars 2009.



Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidente : Mme Hilde Vautmans

➤ **MARDI 17 FÉVRIER 2009**

Le mandat de la Belgique au Conseil de sécurité de l'ONU (2007-2008).

- Exposé du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères.
- Échange de vues.

- Rapporteur : M. Xavier Baeselen.
- Sont intervenus : M. Xavier Baeselen, Mme Juliette Boulet, M. Georges Dallemagne et Mme Hilde Vautmans.

➤ **MERCREDI 18 FÉVRIER 2009**

1. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'affaire Schmidt" (n° 9981).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "le tour d'Europe du premier ministre chinois, M. Wen Jiabao" (n° 10586).
- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "le passage du premier ministre chinois en Belgique" (n° 10771).
- Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation au Tibet" (n° 11225).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la liste des prénoms marocains autorisés" (n° 10643)
- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "une liste marocaine comportant des prénoms interdits" (n° 10845).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

4. Question de Mme Marie-Martine Schyns au secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères sur "le site internet dédié au choix du logo pour la présidence de l'UE en 2010" (n° 10664).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.



5. Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “les expulsions forcées au Cambodge” (n° 10728).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

6. Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “le négationnisme exprimé par l'Iran” (n° 10731).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “l'organisation du scrutin européen pour les Belges à l'étranger” (n° 10739).

- Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “l'organisation du scrutin européen pour les Belges résidant à l'étranger” (n° 10825).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “la dépénalisation universelle de l'homosexualité” (n° 10755).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

9. Question de Mme Juliette Boulet au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “la situation au Darfour” (n° 10773).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

10. Question de M. Roel Deseyn au secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères sur “la présidence belge de l'Union européenne en 2010” (n° 10781).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

11. Question de M. Jean-Luc Crucke au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “un avocat défenseur des droits de l'homme détenu arbitrairement en Chine” (n° 10868).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

12. Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “l'accord commercial avec la Moldavie” (n° 10951).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.



13. Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la rencontre du ministre avec le ministre des Affaires étrangères colombien" (n° 11006).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

14. Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les bombes au phosphore" (n° 11012).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

15. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "le rapport de la mission de l'UE relatif au déroulement des élections tenues au Rwanda en septembre 2008" (n° 11035).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

16. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la décision de la Grande-Bretagne d'interdire l'accès à son territoire à M. Wilders" (n° 11189).

- Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères, a répondu.

17. Proposition de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Patrick Moriau, Jean Cornil, Dirk Van der Maelen) relative à une nouvelle politique générale de lutte contre la faim dans la perspective de la crise alimentaire mondiale, n°s 1197/1 et 2.

Amendement de M. de Donnea et consorts.

- Proposition de résolution (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Ingrid Claes, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Mark Verhaegen, Michel Doomst) relative à l'importance de la sécurité alimentaire en Europe, n° 1256/1.

- Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Fouad Lahssaini, Philippe Henry, Wouter De Vriendt, Juliette Boulet, Muriel Gerkens, Georges Gilkinet, Zoé Genot, Meyrem Almaci) sur la crise alimentaire mondiale et sur le rôle de la Belgique, n° 1266/1.

- Proposition de résolution (Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, Brigitte Wiaux) relative aux solutions à mettre en oeuvre en vue de vaincre la crise alimentaire mondiale, n° 1275/1.

- Rapporteur : M. Georges Dallemagne.

- L'amendement n° 1 (à la proposition 1197/1) a été pris comme texte de base.

- Des sous-amendements ont été déposés par Mme Muylle.

- La discussion a eu lieu.

- L'amendement n° 1, tel que sous-amendé, a été adopté à l'unanimité.

18. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Coopération au développement sur "l'aide à un projet de drainage dans le sud du Maroc" (n° 9616).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.



19. Question de M. Jan Jambon au ministre de la Coopération au développement sur "l'aide au Congo et au Rwanda" (n° 9644).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

20. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Coopération au développement sur "la condamnation de neuf homosexuels sénégalais" (n° 10018).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Coopération au développement sur "sa rencontre avec Monsieur Kabila et l'impact pour la coopération belge" (n° 10111).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Coopération au développement sur "la normalisation des relations Belgique-Congo" (n° 10487).

- Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Coopération au développement sur "la reprise de la coopération avec le Congo" (n° 11175).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

22. Question de Mme Martine De Maght au ministre de la Coopération au développement sur "le Fonds belge de survie" (n° 10225).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

23. Question de Mme Martine De Maght au ministre de la Coopération au développement sur "la publication des rapports d'évaluation d'ONG" (n° 10326).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

24. Question de Mme Martine De Maght au ministre de la Coopération au développement sur "l'octroi d'une aide budgétaire globale et les violations des droits de l'homme" (n° 10338).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

25. Question de Mme Martine De Maght au ministre de la Coopération au développement sur "la campagne de l'ONG Vredeseilanden" (n° 10389).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

26. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur "le rapport de la mission de l'UE relatif au déroulement des élections tenues au Rwanda en septembre 2008" (n° 11034).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

27. Question de M. André Flahaut au ministre de la Coopération au développement sur "le déséquilibre linguistique au sein de la coopération bilatérale directe" (n° 11039).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.



28. Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Coopération au développement sur "les actions en vue de préserver et protéger les forêts primaires" (n° 11174).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

29. Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Coopération au développement sur "l'évaluation des plans d'action des ONG" (n° 11235).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 4 mars 2009.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 17 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi de relance économique - Art. 24 à 31, n° 1788/1.

- Rapporteur : Mme Maggie De Block.

- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.

- La discussion des articles a eu lieu. Sont intervenus : MM. Stefaan Vercamer, George Gilkinet et Maxime Prévot.

- Les articles 24 à 31, inchangés, ont été adoptés.

2. Projet de loi de relance économique - Art. 32 à 56, n° 1788/1.

- Rapporteur : Mme Maggie De Block.

- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances.

- Des amendements ont été déposés par le gouvernement, M. Vanvelthoven et Mme Smeyers.

- L'amendement n° 1 a été adopté.

- Les amendements n°s 2 à 9 ont été rejetés.

- Les articles 32 à 56, ont été adoptés.

- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix contre 1 et 3 abstentions.

Prochaine réunion : mercredi 4 mars 2009.



“Fraude fiscale”

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES GRANDS DOSSIERS DE FRAUDE FISCALE

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 17 FÉVRIER 2009**

Exposé de M. Karel Anthonissen, directeur régional de l'administration spéciale des impôts à Gand, et de Mme Carine Busschot, inspecteur d'administration fiscale à Bruxelles, sur les aspects techniques des dossiers fiscaux concernant des sociétés de liquidités.

- Des questions ont été posées par MM. François-Xavier de Donnea, Jenne De Potter, Hagen Goyvaerts, Jean-Marc Nollet, Luk Van Biesen, Dirk Van der Maelen et Stefaan Van Hecke.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Mia De Schamphelaere

➤ **MARDI 17 FÉVRIER 2009**

1. Ordre des travaux.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Jacqueline Galant, Carine Lecomte, Philippe Collard) modifiant les articles 21 et 21bis de la loi du 17 avril 1878 contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale en vue de prévoir un délai de prescription de trente ans pour certains faits graves commis sur des mineurs d'âge, n° 233/1.

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Hilde Vautmans) modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en ce qui concerne le délai de prescription de certains délits commis à l'égard de mineurs, n° 1705/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

- La discussion a été poursuivie.

- La commission a décidé d'organiser des auditions.

3. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Bart Laeremans, Bert Schoofs, Peter Logghe, Bruno Stevenheydens) relative à la notification des décisions pénales, n° 526/1.

- Proposition de loi (Joseph George, Christian Brotcorne, Clotilde Nyssens) modifiant les dispositions du Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la communication des décisions pénales, n° 577/1.

(Continuation). (Désignation d'un rapporteur).

- Rapporteur : M. Raf Terwingen.

- Mme Clotilde Nyssens a demandé de dissocier sa proposition de loi de la discussion.

- La discussion a été clôturée.

- L'article 1 a été rejeté, dès lors, la proposition de loi n° 526/1 devient sans objet.



4. Proposition de loi (Renaat Landuyt, Carina Van Cauter, Freya Van den Bossche, Hilde Vautmans) relative à l'interdiction de résidence à l'encontre des personnes condamnées pour certains faits de mœurs, n° 1509/1.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- La commission a décidé d'organiser des auditions (voir point 2 ci-dessus).

5. Proposition de loi (Muriel Gerkens, Renaat Landuyt, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code judiciaire en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif, n° 872/1.

- Rapporteur : M. Olivier Hamal.
- Exposé introductif de M. Stefaan Van Hecke.
- La discussion a été entamée.

6. Proposition de loi (Clotilde Nyssens, Stefaan Van Hecke, Fouad Lahssaini) instaurant une procédure de règlement des plaintes au sein de l'ordre judiciaire et modifiant l'article 259bis-15 du Code judiciaire, en vue d'instituer le Conseil supérieur de la Justice comme instance de recours et médiateur de justice, n° 634/1.
(Continuation). (Désignation d'un rapporteur).

- Rapporteur : M. Renaat Landuyt.
- La discussion a été poursuivie.

7. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Raf Terwingen, Els De Rammelaere) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la vente publique d'immeubles, n°s 1273/1 et 2.

- Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke.
- Exposé introductif de M. Raf Terwingen.
- La discussion a été entamée.

➤ **MERCREDI 18 FÉVRIER 2009**

1. Projets de loi et propositions de loi joints :

- Projet de loi modifiant les articles 587, 589 et 628 du Code judiciaire en vue de l'introduction de l'injonction de payer dans le Code judiciaire, n°s 1285/1 et 2.

Amendement de Mme Carina Van Cauter.

- Projet de loi introduisant l'injonction de payer dans le Code judiciaire, n°s 1287/1 à 5.

Amendements de Mme Carina Van Cauter et consorts, Mme Clotilde Nyssens, M. Thierry Giet et consorts, M. Raf Terwingen et M. Renaat Landuyt et consorts.

- Proposition de loi (Pierre-Yves Jeholet, Jean-Luc Crucke, Carine Lecomte, Olivier Hamal, David Clarinval, Corinne De Permentier) modifiant le Code judiciaire afin d'intégrer la notion d'inversion du contentieux dans une nouvelle procédure sommaire d'injonction de payer, n° 790/1.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Els De Rammelaere, Mia De Schamphelaere, Sarah Smeyers) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le recouvrement de petites sommes d'argent, n° 1243/1.

(Deuxième lecture et vote sur l'ensemble). (Rapporteur : Mme Carina Van Cauter).

- Des amendements ont été déposés par Mme Van Cauter et M. Terwingen.



2. Projet de loi et proposition de loi joints

- Projet de loi modifiant l'article 20 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, n° 1693/1.
- Proposition de loi (Sarah Smeyers, Mia De Schamphelaere, Katrien Schryvers, Raf Terwingen) modifiant la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, en ce qui concerne le renvoi des accusés devant la cour d'assises, n° 1158/1.
- La commission a décidé d'appliquer l'article 78.7 du Règlement.
- Le projet de loi a été adopté sans rapport.
- La proposition de loi n° 1158/1 devient dès lors sans objet.

3. Projets de loi joints :

- Projet de loi introduisant le Code pénal social, n° 1666/1.
- Projet de loi comportant des dispositions de droit pénal social, n° 1667/1.
- Rapporteur : M. Raf Terwingen.

4. Ordre des travaux.

5. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice sur "la maltraitance envers les personnes âgées" (n° 11112).

- Le secrétaire d'État au Budget, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Politique des familles, adjoint à la ministre de l'Emploi, et en ce qui concerne les aspects du droit des personnes et de la famille, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

6. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la lettre du procureur général de la Cour de cassation au premier président de la Cour de cassation" (n° 10882).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la réforme structurelle annoncée de l'institution des procureurs" (n° 10992).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. André Frédéric au ministre de la Justice sur "le fonctionnement du Conseil consultatif des armes" (n° 11070).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Justice sur "l'évolution du dossier relatif à l'incendie des Mésanges à Mons" (n° 11094).

- Le ministre de la Justice a répondu.



10. Question de Mme Katrin Jadin au ministre de la Justice sur “la mention de la condamnation à une peine de travail sur les extraits du casier judiciaire” (n° 11101).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de Mme Zoé Genot au ministre de la Justice sur “le recrutement d’allochtones” sur base d’une banque de données” (n° 11102).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de la Justice sur “le grand nombre de jeunes criminels remis en liberté” (n° 11136).

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “l’augmentation de la criminalité juvénile à Bruxelles et l’insuffisance des sanctions” (n° 11179).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “les informateurs mineurs” (n° 11254).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “les perquisitions effectuées chez des terroristes musulmans présumés et le maintien en détention de ces derniers” (n° 11172).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Justice sur “l’augmentation envisagée de la population carcérale à la prison d’Andenne” (n° 11173).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “la situation dans le dossier Belliraj” (n° 11187).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “l’Arrêté Royal sur le fichage des citoyens” (n° 11224).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “l’obligation légale éventuelle de la désignation d’un magistrat d’instruction dans le cadre de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires” (n° 11229).

- Le ministre de la Justice a répondu.



19. Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “la menace de grève à la prison d’Anvers et la question de la surpopulation” (n° 11237).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 3 mars 2009.

Cour des comptes

SOUS-COMMISSION “COUR DES COMPTES” DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Luk Van Biesen

➤ **MERCREDI 18 FÉVRIER 2009**

Rapport de la Cour des Comptes sur le système des titres-services - coût et gestion.

- Rapporteur : M. Georges Gilkinet.
- Exposé de M. Claisse, conseiller à la Cour des comptes.
- Des questions ont été posées par Mmes Meyrem Almaci, Florence Reuter et MM. Georges Gilkinet, Luk Van Biesen et Robert Van de Velde.

Intérieur

COMMISSION DE L’INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MERCREDI 18 FÉVRIER 2009**

1 - Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Daniel Bacquelaine, Thierry Giet, Bart Tommelein, Peter Vanvelthoven, Zoé Genot, Stefaan Van Hecke, Christian Brotcorne, Jan Jambon, Jean Marie Dedecker) modifiant la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l’élection du Parlement européen, n° 1807/1.

- Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Daniel Bacquelaine, Thierry Giet, Bart Tommelein, Peter Vanvelthoven, Zoé Genot, Stefaan Van Hecke, Christian Brotcorne, Jan Jambon, Jean Marie Dedecker) modifiant la loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques, n° 1808/1.

- La commission a décidé de joindre l’examen des propositions de loi.
- La commission a décidé d’appliquer l’article 78, 7 du Règlement.
- Les articles et l’ensemble des propositions de loi ont été adoptés à l’unanimité, sans rapport.

2. Projets de loi joints :

- Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 168 à 179), n°s 1786/1 et 9.
- Amendements de Mmes Van der Straeten et Genot.



- Projet de loi portant des dispositions diverses (II), n°s 1787/1 et 2.
Amendements de Mmes Van der Straeten, Genot, Staelraeve et consorts et de M. Weyts.
(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Josy Arens).

- La discussion a été poursuivie.
- L'amendement n° 4 au projet de loi 1787/1 a été retiré.
- Un amendement a été déposé par Mme Genot et M. Lahssaini.

3. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "le traitement des demandes d'obtention d'un titre de séjour pour raisons médicales" (n° 9874).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

4. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "le système de réinstallation" (n° 10885).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

5. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "l'annulation par le Conseil d'État de certaines dispositions de l'arrêté royal sur le régime des centres fermés" (n° 10394).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

6. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "les permis de conduire des étrangers" (n° 10402).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

7. Question de Mme Karine Lalieux à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "la durée des procédures d'asile depuis la réforme de la procédure en juin 2007" (n° 10543).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au ministre de l'Intérieur sur "le contrôle des contrats de vie commune" (n° 10783).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

9. Question de M. Fouad Lahssaini à la ministre de la Politique de migration et d'asile sur "la manifestation devant le centre 127bis le 22 janvier 2009" (n° 11115).

- La ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

10. Question de Mme Colette Burgeon au ministre de l'Intérieur sur "la vague de froid" (n° 10542).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



11. Question de Mme Ilse Uyttersprot au ministre de l'Intérieur sur "les procédures disciplinaires" (n° 10551).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de Mme Sofie Staelraeve au ministre de l'Intérieur sur "les problèmes présumés avec 'Portal'" (n° 10633).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Flor Van Noppen au ministre de l'Intérieur sur "la sécurisation des centrales nucléaires" (n° 10709).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. André Frédéric au ministre de l'Intérieur sur "les défauts dans la structure sécuritaire de certains véhicules de police" (n° 10812).

- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les combis de police" (n° 10955).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les arrêtés royaux du 27/12/2008 pris dans le cadre de l'organisation des Sommets européens" (n° 10835).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "le comité national d'accompagnement contre la corruption à la police" (n° 10836).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "la conclusion annuelle de plans d'action avec d'autres pays" (n° 10837).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "la liste provisoire de préséance" (n° 10847).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les remplacements des gardiens de prison par des agents de police en cas de grève des gardiens" (n° 10849).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "l'attitude de la police résultant d'une expérience de terrain faussée" (n° 10850).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



21. Questions jointes :

- Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "les réseaux d'information de quartier" (n° 10893).
- Question de Mme Valérie Déom au ministre de l'Intérieur sur "les réseaux d'information de quartier (RIQ)" (n° 10925).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Questions et interpellation jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "les élections européennes du 7 juin 2009" (n° 10876).
- Interpellation de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "les déclarations de la Commission européenne concernant le boycott des prochaines élections européennes par un certain nombre de bourgmestres flamands" (n° 277).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de l'Intérieur sur "les questions posées par l'Europe en ce qui concerne les élections à Hal-Vilvorde" (n° 10913).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Ben Weyts.

- Une motion pure et simple a été déposée par MM. Josy Arens, Xavier Baeselen et André Frédéric.

23. Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "les critères de sélection à la police" (n° 10892).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "le financement des zones de secours à Bruxelles" (n° 10902).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de l'Intérieur sur "la lutte contre la criminalité frontalière" (n° 10904).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "l'instauration d'un système de traitements fonctionnels au sein de la police" (n° 10914).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "une éventuelle modification du statut de l'inspecteur général de la police" (n° 10915).
- Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "l'adaptation du statut de l'inspecteur général de la police" (n° 10934).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



28. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "les perspectives de recrutement au sein de la police pour l'année 2009" (n° 10916).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de M. Josy Arens au ministre de l'Intérieur sur "la pondération des fonctions civiles de niveau A au sein de la police" (n° 10917).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation du nombre de délits commis par des jeunes" (n° 10954).

- Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation de la délinquance juvénile" (n° 11016).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de M. Bart Laeremans au ministre de l'Intérieur sur "la criminalité violente au domicile de citoyens" (n° 10959).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "les viols à l'école" (n° 10981).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "la criminalité issue des dancings" (n° 10983).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

34. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de l'Intérieur sur "l'insécurité dans les villages situés aux abords des sorties d'autoroutes" (n° 10984).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

35. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de l'Intérieur sur "les nouveaux critères 'morphologiques' pour les futurs policiers" (n° 10991).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

36. Question de M. Éric Thiébaud au ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation du nombre de plantations de cannabis sur notre territoire" (n° 11033).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.



37. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique" (n° 11053).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

38. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur "les actes de délinquance juvénile dans les écoles" (n° 11054).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 4 mars 2009.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 18 FÉVRIER 2009**

1. Question de Mme Katrin Jadin au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances sur "les incitants fiscaux pour l'acquisition de véhicules propres" (n° 11185).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

2. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les résultats réels de la lutte contre la fraude fiscale" (n° 11215).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

3. Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice sur "les progrès enregistrés dans la lutte contre la fraude sociale et fiscale" (n° 10929).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

4. Projet de loi de relance économique, n° 1788/1 et 2. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur: Jean-Jacques Flahaux).

Amendements de Mme Almaci, M. Goyvaerts, Mme Pas, M. Vanvelthoven et M. Jambon.

Propositions jointes :

- Proposition de loi (Bruno Valkeniers, Bart Laeremans, Barbara Pas, Peter Logghe, Bruno Stevenheydens, Hagen Goyvaerts) modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne le taux de TVA applicable au gaz naturel et à l'électricité, n° 752/1. (Rapporteur: Mme Josée Lejeune).



- Proposition de loi (Alain Mathot, Dalila Douifi, Guy Coëme, Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Karine Lalieux) visant à appliquer un taux réduit de 6% de TVA sur la fourniture domestique de gaz et d'électricité, n° 399/1. (Rapporteur : Mme Josée Lejeune).
 - Proposition de résolution (Yvan Mayeur, Guy Coëme, Alain Mathot, Karine Lalieux, Colette Burgeon) visant à informer préalablement la Commission européenne de l'application d'un taux de TVA de 6% sur la fourniture domestique de gaz et d'électricité, n° 416/1. (Rapporteur : Mme Josée Lejeune).
 - Proposition de résolution (Dirk Vijnck, Martine De Maght) visant à étendre le taux de TVA réduit de 6% à la fourniture domestique de gaz, d'électricité et de mazout de chauffage pour tous les ménages, n° 724/1. (Rapporteur : Mme Josée Lejeune).
 - Proposition de loi (Koen Bultinck, Jan Mortelmans, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Peter Logghe, Barbara Pas, Rita De Bont, Linda Vissers) modifiant l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, en ce qui concerne la diminution des taux relatifs à la construction et à la livraison d'habitations privées, n° 1098/1. (Rapporteur : M. Jenne De Potter).
 - Proposition de loi (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Stefaan Van Hecke, Tinne Van der Straeten, Georges Gilkinet, Meyrem Almaci, Muriel Gerken, Fouad Lahssaini, Philippe Henry, Wouter De Vriendt) transformant la réduction d'impôt pour les dépenses faites en vue d'économiser l'énergie en crédit d'impôt, n° 1071/1. (Rapporteur : M. Alain Mathot).
 - Proposition de loi (Maxime Prévot, Véronique Salvi, Brigitte Wiaux, Christian Brotcorne) complétant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de prévoir une réduction d'impôt sur plusieurs exercices pour les dépenses d'investissements réalisées en vue d'économiser l'énergie dans les habitations, n° 637/1 et 2. (Rapporteur : M. Alain Mathot).
 - Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Dalila Douifi, Peter Vanvelthoven) octroyant une réduction pour les dépenses faites en vue d'économiser l'énergie, n° 675/1 et 2. (Rapporteur : M. Alain Mathot).
 - Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Peter Vanvelthoven) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les intérêts moratoires en matière de précompte professionnel, n° 1072/1. (Rapporteur : M. Hagen Goyvaerts).
 - Proposition de loi (Pierre-Yves Jeholet, François-Xavier de Donnea, Bart Tommelein, Luk Van Biesen) complétant l'article 176(2) du Code des droits et taxes divers en vue d'exonérer de la taxe sur les contrats d'assurance les primes des contrats d'assurance-crédit à l'exportation, n° 533/1.
 - Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Maya Detiège) modifiant l'article 38 du Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la mise à disposition d'une bicyclette de société, n° 499/1 à 3. (Rapporteur : M. Luk Van Biesen).
 - Proposition de loi (Hans Bonte, David Geerts, Meryame Kitir, Dirk Van der Maelen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'exonération fiscale de l'indemnité de marche et de bicyclette, n° 1555/1. (Rapporteur : M. Luk Van Biesen).
- À la demande de Mme Almaci, la proposition de loi (1130/1) visant à encourager fiscalement l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail est également jointe à la discussion.
- Des amendements ont été déposés par le gouvernement, MM. De Potter, Van Biesen, Lavaux, Coëme, Mme Lejeune et MM. Bogaert, Van Campenhout, Destrebecq et Van de Velde.
 - Les amendements n^{os} 46 à 57 et 63 ont été adoptés.
 - Les amendements n^{os} 1 à 45, 58 à 62 et 65 ont été rejetés.
 - L'amendement n° 64 a été retiré.
 - Les articles 1^{er} à 23/5 (nouveau), ainsi amendés, ont été adoptés.
 - L'ensemble des dispositions soumises à la commission, telles qu'elles ont été amendées et y compris les corrections d'ordre légistique, a été adopté par 8 voix et 5 abstentions.
 - Les propositions de loi jointes deviennent dès lors sans objet.
 - À la demande de leurs auteurs, la proposition de résolution 724/1 est à nouveau disjointe.



5. Projet de loi modifiant les dispositions financières de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, n° 1793/1.

- Rapporteur : M. Luk Van Biesen.
- Un amendement a été déposé par M. Goyvaerts et Mme Pas.
- Cet amendement a été rejeté.
- Les articles 1^{er} à 5, ainsi que l'ensemble du projet de loi, y compris les corrections d'ordre légistique, sont successivement adoptés par 8 voix contre 3.

6. Projet de loi visant à modifier le code de la taxe sur la valeur ajoutée, n° 1469/1.

- Rapporteur : M. Jan Jambon.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles 1^{er} à 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi sont successivement adoptés à l'unanimité.

Prochaine réunion : mercredi 4 mars 2009.

“Responsabilité de l’État”

GROUPE DE TRAVAIL “RESPONSABILITÉ DE L’ÉTAT POUR LES ACTES DU LÉGISLATEUR”

➤ **MERCREDI 18 FÉVRIER 2009**

1. Nomination du bureau.

- M. Jean-Luc Crucke a été nommé président.

2. Audition de Me Johan Verbist et Me Pierre Van Ommeslaghe, avocats près la Cour de cassation, sur leur avis “Responsabilité de l’Etat pour les actes du législateur”, n° 1627/001.

- Des questions ont été posées par MM. Stefaan Van Hecke, Peter Logghe et Mme Clotilde Nyssens.

3. Ordre des travaux.

- Le groupe de travail a décidé d’organiser d’autres auditions.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker (S)

➤ **JEUDI 19 FÉVRIER 2009**

1. Projet de loi visant à modifier le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, n° 1469/1.

Demande d’urgence du Gouvernement (application de l’article 80 de la Constitution et de l’article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d’évocation est fixé à 5 jours et le délai d’examen est fixé à 20 jours.



2. Projet de loi de relance économique, n° 1788/1.

Demande d'urgence du Gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 25 jours.

3. Projet de loi modifiant les dispositions financières de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique, n° 1793/1.

Demande d'urgence du Gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 25 jours.

4. Projet de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, n° 1798/1.

Demande d'urgence du Gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

5. Suspension des délais (application de l'article 10, § 1, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 21 février 2009 au 1^{er} mars 2009 inclus.





SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce chapitre mentionne:

- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);

Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).

➤ **JEUDI 19 FEVRIER 2009, APRES-MIDI (083)**

PROPOSITION ET PROJETS DE LOI

1. Proposition de résolution (Mmes Yolande Avontroodt et Katia della Faille de Leverghem et M. Herman De Croo) relative à la mise en œuvre d'un plan d'action en ce qui concerne les affections rares et les médicaments orphelins, n^{os} 505/1 à 4.

La proposition de résolution (n° 505) est adoptée à l'unanimité des 122 votants

2. Projet de loi portant assentiment aux Actes internationaux suivants :
 - Convention relative aux droits des personnes handicapées,
 - Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapéesadoptés à New York le 13 décembre 2006, n° 1752/1.

Le projet de loi (n° 1752) est adopté à l'unanimité des 126 votants

3. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu, signée à Bruxelles le 31 mai 2006, n° 1773/1.

Le projet de loi (n° 1773) est adopté par 102 voix contre 20 et 2 abstentions



4. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Bosnie Herzégovine, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Luxembourg le 16 juin 2008, n° 1774/1.

Le projet de loi (n° 1774) est adopté à l'unanimité des 125 votants

5. - Proposition de loi (Servais Verherstraeten, Daniel Bacquelaine, Thierry Giet, Bart Tommelein, Peter Vanvelthoven, Zoé Genot, Stefaan Van Hecke, Christian Brotcorne, Jan Jambon, Jean Marie Dedecker) modifiant la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen, n° 1807/1
- Proposition de loi (MM. Servais Verherstraeten, Daniel Bacquelaine, Thierry Giet, Bart Tommelein et Peter Vanvelthoven, Mme Zoé Genot et MM. Stefaan Van Hecke, Christian Brotcorne, Jan Jambon et Jean Marie Dedecker) modifiant la loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques, n° 1808/1.

La présente proposition de loi vise à rétablir la concordance entre, d'une part, la loi du 19 mai 1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection du Parlement européen et, d'autre part, la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Les propositions de loi (n°s 1807 et 1808) sont adoptées à l'unanimité des 127 votants

QUESTIONS ORALES

L'invocation d'un conflit d'intérêts contre le plan de relance

Questions jointes de :

- M. Guy D'haeseleer (VB) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances (n° P0833)
- M. Peter Vanvelthoven (sp.a) au premier ministre (n° P0834)
- M. Pierre-Yves Jeholet (MR) au premier ministre (n° P0835)
- M. Yvan Mayeur (PS) au premier ministre (n° P0836)
- M. Maxime Prévot (cdH) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances (n° P0837)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) au premier ministre (n° P0838)
- M. Jean Marie Dedecker (LDD) au premier ministre (n° P0839)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) au premier ministre (n° P0840)



L'évasion fiscale organisée par les grandes banques

Questions jointes de :

- M. Alain Mathot (PS) (n° P0841)
- M. Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0842)

Le taux de TVA réduit

Question de :

M. Christian Brotcorne (cdH) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0843)

La réduction des intérêts notionnels

Questions jointes de :

- M. Hagen Goyvaerts (VB) (n° P0844)
- M. Luk Van Biesen (Open Vld) (n° P0845)
- M. Dirk Van der Maelen (sp.a) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P0846)

Le refus d'accorder un soutien à Opel

Questions jointes de :

- Mme Mia De Schamphelaere (CD&V) (n° P0849)
- M. Jan Jambon (N-VA) (n° P0850)
- M. Guy D'haeseleer (VB) (n° P0851)
- M. Ludo Van Campenhout (Open Vld) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances (n° P0852)

DAF Westerlo

Question de :

M. Servais Verherstraeten (CD&V) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances (n° P0853)



Le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants des Nations Unies

Questions jointes de :

- M. Filip De Man (VB) au premier ministre (n° P0847)
- Mme Lieve Van Daele (CD&V) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P0848)

La suppression de l'interdiction de dépassement par les camions sur les autoroutes

Questions jointes de :

- M. Patrick De Groote (N-VA) (n° P0854)
- M. Bruno Stevenhuydens (VB) (n° P0855)
- Mme Valérie De Bue (MR) au secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre (n° P0856)

NOMINATION D'UN QUESTEUR

Je vous propose de procéder à la nomination d'un questeur en remplacement de M. Stefaan De Clerck.

Le groupe CD&V propose la candidature de M. Gerald Kindermans. Il n'y a pas d'autres candidats.

Dès lors, conformément à l'article 157.6 de notre Règlement, je proclame M. Gerald Kindermans questeur de la Chambre des représentants. Il achèvera le mandat de M. Stefaan De Clerck.

VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.



VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Bart Laeremans (VB) au ministre de la Justice sur « les projets de réforme du département de la Justice » (n° 278)
(développées en réunion publique de la commission de la Justice du 11 février 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 278/001)

- une motion de recommandation par Bart Laeremans (VB)
- une motion pure et simple par Raf Terwingen (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 72 voix contre 45 et 1 abstention





RELATIONS PUBLIQUES

MARDI 17 FÉVRIER 2009

DIPLOMATES

Le mardi 17 février 2009, la Chambre des représentants et le Sénat ont reçu une délégation de stagiaires diplomates belges.

Ceux-ci rendaient visite au Parlement fédéral dans le cadre de leur formation de diplomate.

Au cours de leur visite, ils se sont entretenus avec :

- MM. Georges Dallemagne et Dirk Van der Maelen, tous deux vice-présidents de la commission des Relations extérieures de la Chambre ;
- Mme Anne Delvaux et M. Roel Deseyn, respectivement co-présidente du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes du Sénat et membre du Comité d'avis chargé des Questions européennes de la Chambre.

Dans son allocution, le président de la Chambre a insisté sur l'importance de la diplomatie parlementaire.

Au cours de la réunion de l'après-midi, les stagiaires ont fait la connaissance des délégations parlementaires auprès des institutions multilatérales. Le député François-Xavier de Donnea a livré un exposé sur l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), tandis que les sénateurs Philippe Monfils et Paul Wille se sont exprimés sur le Conseil de l'Europe.





JEUDI 19 FÉVRIER 2009

LUNCH DE PRESSE

Le jeudi 19 février 2009, Monsieur Patrick Dewael accueille la presse parlementaire accréditée pour la première fois en sa qualité de président de la Chambre.

Lors de son allocution, il fit part des ses points de vue concernant le fonctionnement de l'institution.

Ainsi, il exprima son inquiétude concernant la multiplication des lois. Il plaida entre autre pour la suppression des lois caduques.

A cet effet, il prône le fonctionnement effectif du Comité parlementaire chargé du suivi législatif, à ce jour encore inactif.

Le président de la Chambre propose aussi la limitation du nombre de questions.

Les milliers de questions bombardées aux ministres sont, selon lui, contre-productives.

De la même façon, le « question time » durant les séances plénières du jeudi après-midi doit être écourté. Le président estime qu'il doit être mis fin à la pratique consistant à transférer les questions orales des commissions en séance plénière dès que des questions similaires sont posées durant le « question time ».



PUBLICATIONS

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Document parlementaire :

- 52 1799/001 DU 5 FÉVRIER 2009
Projet de loi portant diverses modifications en matière électorale

Bulletins des questions et réponses :

- 52/044 DU 8 DÉCEMBRE 2008
Questions et réponses écrites

- 52/047 DU 2 FÉVRIER 2009
Questions et réponses écrites





CONSEIL DES MINISTRES

Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le Parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.

Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres.

➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 20 FÉVRIER 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 20 février 2008 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE FINANCIÈRE

Transposition en droit belge de la directive européenne contre le blanchiment d'argent - Deuxième lecture.

Le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un avant-projet de loi (modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, et le Code des sociétés) qui transpose en droit belge la troisième directive 2005/60/CE relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Le projet a été adapté à l'avis du Conseil d'État.

La directive aligne les standards de l'Union européenne sur les 40 nouvelles recommandations adoptées par le Groupe d'Action Financière (GAFI) en juin 2003 ainsi que sur les 9 recommandations spéciales du GAFI en matière de lutte contre le financement du terrorisme. La directive introduit une série d'adaptations qui doivent améliorer le mécanisme de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. La plupart des exigences a déjà été transposée en droit belge et le système belge est en grande partie conforme aux recommandations. La nouvelle directive définit toutefois des modalités très précises pour la transposition des obligations, de telle sorte qu'une nouvelle adaptation du système belge était nécessaire.

Vous trouverez plus d'informations sur le Groupe d'Action Financière et les recommandations sur le site du [GAFI](#). Plus d'informations sur la politique belge en la matière sur le site de la [Cellule de traitement des informations financières](#).



PLAN D'ACTION NATIONAL

Mise en oeuvre de la résolution "1325 : Femmes, Paix et Sécurité" du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Sur proposition de M. Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères, et de Mme Joëlle Milquet, ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances, le Conseil des ministres a pris connaissance du Plan d'action national "1325 : Femmes, Paix et Sécurité", qui a pour but de promouvoir l'égalité des genres dans la politique, tant nationale qu'internationale.

Ce plan d'action 2009-2012, constitue la mise en oeuvre belge de la résolution 1325 : Femmes, Paix et Sécurité, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 31 octobre 2000 dont l'objectif principal est la protection des femmes et des filles dans les situations de conflits, et qui a pour conséquence des sanctions plus efficaces et strictes en cas de violence à leur égard. Cette résolution implique aussi une présence renforcée des femmes dans les prises de décision en matière de paix et de sécurité.

La Belgique est pionnière dans la mise en oeuvre de cette résolution, en mettant en oeuvre un plan d'action national. Le plan belge a été élaboré en consultant tous les partenaires concernés, aussi bien fédéraux que régionaux et communautaires. Il développe une stratégie nationale globale qui vise à rendre l'ensemble des efforts déjà entrepris plus cohérents et efficaces.

Le Plan d'action national "1325 : Femmes, Paix et Sécurité" propose des lignes directrices et des actions pour veiller à l'égalité des genres dans les opérations humanitaires, les négociations de paix, les programmes de réhabilitation et de reconstruction, etc. L'application des mesures sera évaluée avant la présidence belge de l'UE, puis en 2012.

BUDGET

Contrôle budgétaire 2009 - Contexte général.

L'actuelle crise économique et financière est d'ores et déjà considérée comme la plus grave depuis le krach boursier de 1929. Dans ce contexte, les perspectives économiques pour 2009 ont été drastiquement revues à la baisse. En lieu et place d'une croissance de 1,2 % prévue dans le budget initial pour 2009, l'activité économique connaîtra, selon les dernières prévisions de l'ICN, une contraction de 1,9%.

Pour enrayer le blocage de l'activité économique à l'avenir, il s'avère indiqué, eu égard à ces circonstances exceptionnelles, de laisser lesdits stabilisateurs automatiques exercer leur action. C'est également l'une des recommandations du dernier rapport émanant du Gouverneur de la Banque nationale de Belgique, au nom du Conseil de régence (Banque nationale de Belgique, Rapport annuel 2008 – Evolution économique et financière, § 43, p. 22). La diminution des recettes en termes d'impôts et de cotisations sociales et l'augmentation du volume des allocations (notamment de chômage) ne sont, en d'autres termes, pas compensées par des interventions budgétaires supplémentaires. L'avantage étant que les personnes les plus fragilisées de notre société bénéficient d'une protection de leur pouvoir d'achat et que la demande est soutenue.

Dans le cadre de l'UE, il a été convenu à la fin de l'année dernière que les Etats membres donneraient, en sus, une nouvelle impulsion à l'économie pouvant atteindre jusqu'à 1,2 % du PIB. Compte tenu de notre taux d'endettement élevé, le gouvernement belge a décidé de ne pas utiliser intégralement cette marge de manœuvre supplémentaire. L'incidence budgétaire du plan de relance fédéral a été limitée à 0,6% du PIB.



Ce pourcentage intègre également le coût de l'accord interprofessionnel conclu entre les partenaires sociaux. Les régions ont également pris des mesures.

Le gouvernement a clôturé le contrôle budgétaire 2009, un mois plus tôt qu'à l'accoutumée. Dans le cadre de ce contrôle budgétaire 2009, le budget initialement prévu pour 2009 a été adapté à la nouvelle réalité. L'accent a bel et bien été placé sur la poursuite d'une maîtrise stricte des dépenses primaires de l'autorité fédérale. Premièrement, il a été tenu compte de l'impact de l'aggravation de la position de départ de l'année dernière. L'année 2008 s'est en effet clôturée par un déficit de 1,1% au lieu de 0,3% du PIB. Deuxièmement, les paramètres budgétaires ont été ajustés aux nouvelles perspectives économiques. L'impact de la dégradation de la conjoncture est estimé à 1,5 % du PIB pour 2009. Troisièmement, le coût du plan de relance, intégrant celui de l'autorité fédérale et des régions, a été pris en considération. Tous ces facteurs résultent en un déficit budgétaire pour les autorités dans leur ensemble de 3,4 % du PIB au lieu de l'équilibre prévu.

Selon ces résultats, le déficit budgétaire de la Belgique demeure en-dessous de la moyenne des pays de la zone euro, laquelle est actuellement estimée à 4 % du PIB par la Commission européenne.

Notre pays connaît actuellement la crise économique la plus grave depuis la Seconde guerre mondiale. Le plan de relance adopté à la fin 2008 a permis au gouvernement de prévoir un certain nombre d'actions visant à soutenir la relance économique.

La dernière révision à la baisse des résultats économiques prouve que le gouvernement devra également suivre et évaluer de très près la situation en vue de nouvelles initiatives éventuelles dans le courant des semaines à venir afin de lutter contre la crise économique et ses conséquences sur l'emploi.

Dès que la conjoncture connaîtra une embellie, il s'agira d'en revenir à un objectif budgétaire visant à nous permettre de faire face aux défis du vieillissement. En vue de la définition de cette trajectoire, un nouvel avis est demandé au Conseil supérieur des Finances, lequel est attendu début mars. Lors de la confection budgétaire 2010, l'objectif est de s'atteler à une diminution du déficit structurel.





ANNEXES





DEMANDES D'INTERPELLATION

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0283 Infrastructure**

Interpellation de M. Ben WEYTS au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « l'arrêt 190241 du 5 février 2009 du Conseil d'État concernant la législation relative à l'emploi des langues ».

➤ **0284 Infrastructure**

Interpellation de M. Bart LAEREMANS au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « l'adaptation éventuelle des examens linguistiques pour les fonctionnaires locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Idem n° 0283 M. Ben WEYTS

➤ **0285 Finances**

Interpellation de M. Dirk VAN DER MAELEN au vice-premier ministre et ministre des Finances sur « les membres du personnel contractuel ».

➤ **0286 Intérieur**

Interpellation de M. Jan JAMBON au premier ministre sur « le coup d'arrêt au dialogue communautaire ».

➤ **0287 Intérieur**

Interpellation de M. Jean Marie DEDECKER au premier ministre sur « le coup d'arrêt donné au dialogue communautaire par le ministre-président flamand, M. Kris Peeters ».

Idem n° 0286 M. Jan JAMBON



➤ **0288 Intérieur**

Interpellation de M. Gerolf ANNEMANS au premier ministre sur « le coup d'arrêt donné au dialogue communautaire par le ministre-président flamand, M. Peeters».

Idem n° 0286 M. Jan JAMBON

Idem n° 0287 M. Jean Marie DEDECKER

➤ **0289 Affaires sociales**

Interpellation de M. Jan JAMBON à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur « le refus d'aider Opel Anvers».



PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS,
RAPPORTS DE COMMISSIONS ET
COMPTES-RENDUS

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ...) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).





ADDENDA





AGENDA DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSIONS

Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre (www.lachambre.be), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».

**TABLEAU DES TRAVAUX LÉGISLATIFS
PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS EN COURS D'EXAMEN**

Mise à jour au 5 mars 2009

Proposition : initiative parlementaire
 Projet : initiative du gouvernement ou proposition adoptée par la Chambre ou le Sénat
 C : Chambre
 S : Sénat
 CIR : Code des impôts sur les revenus
 UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
 CONST : Constitution

(1) La procédure législative est déterminée par les matières dont la Constitution attribue la compétence respectivement à la Chambre et au Sénat

- CONST, art. 74 : matières de la compétence de la Chambre des représentants seule ;
- CONST, art. 77 : matières de la compétence de la Chambre des représentants et du Sénat ;
- CONST, art. 78 : matières de la compétence de la Chambre des représentants, mais pour lesquelles le Sénat dispose d'un droit d'évocation ;
- CONST, art. 81 : si le Sénat, en vertu de son droit d'initiative, adopte une proposition de loi dans les matières visées à l'art. 78, le projet de loi est transmis à la Chambre.

(2) Les projets de loi qui n'ont plus été examinés en commission depuis deux mois ne figurent pas au présent tableau.

(3) Ces projets et propositions de loi sont en attente de promulgation. Ils réapparaîtront au présent tableau lors de leur publication au Moniteur belge.

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre		A – en commission le 19.03.08 A – en séance plénière le 10.04.08	-	-
<p>Grands dossiers de fraude fiscale - Commission d'enquête C 0034/1-0000/2007</p> <p><i>Finances</i></p> <p>Propositions de loi (jointes)</p> <p>Cour constitutionnelle – Scission circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde C 0037/1-0000/2007 C 20.09.2007</p> <p>Scission circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde C 0039/1-0000/2007 C 10.10.2007</p> <p>Cour constitutionnelle – Scission circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde C 0027/1-0000/2007 C 12.07.2007</p> <p>Cour constitutionnelle – Scission circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde C 0028/1-0000/2007 C 12.07.2007</p> <p>Cour constitutionnelle – Scission circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde C 0031/1-0000/2007 C 12.07.2007</p> <p>Cour constitutionnelle – Scission circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde C 0032/1-0000/2007 C 12.07.2007</p> <p>Cour constitutionnelle – Scission circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde C 0033/1-0000/2007 C 12.07.2007</p> <p>Cour constitutionnelle – Scission circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde C 0038/1-0000/2007 C 12.07.2007</p> <p>Cour constitutionnelle – Scission circonscription Bruxelles-Hal-Vilvorde C 0133/1-0000/2007 C 12.10.2007</p> <p>Circonscriptions électorales – Découpage en arrondissements C 0153/1-0000/2007 C 09.10.2007</p> <p>Circonscriptions électorales – Territoire des différentes provinces – Brabant C 0158/1-0000/2007 C 09.10.2007</p> <p><i>Intérieur</i></p>	78 77 78 77 78 77 77 78 77 78 78	<p>A – en commission le 07.11.07</p> <p>.....</p> <p><i>Procédure de conflit d'intérêts – Motion du Parlement de la Communauté française</i></p> <p>D – en commission le 19.12.07</p> <p>Communication en séance plénière le 31.01.08</p> <p>.....</p> <p><i>Procédure de conflit d'intérêts – Motion de la COCOF</i></p> <p>D – en commission le 04.06.08</p> <p>.....</p> <p><i>Conflit d'intérêt au 11.02.09</i></p>	-	-

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Propositions de loi (jointes) Obligation scolaire à partir de l'âge de cinq ans C 0237/1-2007/2008 C 18.10.2007 Début de l'obligation scolaire C 0396/1-2007/2008 C 20.11.2007	78 78	D – en commission les 04.03 et 19.11.08		
<i>Economie</i> Propositions de loi (jointes) Automobile – Assurance – Apposition vignette sur les véhicules C 0242/1-2007/2008 C 22.10.2007 Véhicules automoteurs – Vignette automobile C 1005/1-2007/2008 C 19.03.2008	78 78	D – en commission le 26.11.08		
<i>Economie</i> Proposition de loi Circulation routière - Limitation de vitesse C 0249/1-2007/2008 C 22.10.2007	78	R – en commission le 12.01.09		
<i>Infrastructure</i> Proposition de résolution Génocide arméniens – Turquie en 1915 C 0291/1-2007/2008 C 06.11.2007 <i>Groupe de travail « propositions de résolution »</i>		D – en commission le 13.01.09		

OBJET	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
<p>Commission de la Chambre</p> <p>Propositions de loi (jointes)</p> <p>Publicité participations dans les sociétés cotées en bourse C 0294/1-2007/2008 C 30.10.2007</p> <p>Limitation indemnité licenciement adm. Délégué et membres comité direction C 1292/1-2007/2008 C 01.07.2008</p> <p>Entreprises publiques publication rémunération adm. Délégué + com. direction C 1299/1-2007/2008 C 01.07.2008</p> <p>Publicité des rémunérations des administrateurs C 1293/1-2007/2008 C 01.07.2008</p> <p>Entreprises publiques partie variable rémunération management critères qual. C 1291/1-2007/2008 C 01.07.2008</p> <p>Entreprises publiques – Rémunération membres du conseil d'administration C 1297/1-2007/2008 C 01.07.2008</p> <p>Entreprises publiques administrateurs indépendants composition conseil adm. C 1298/1-2007/2008 C 01.07.2008</p> <p>Sociétés – Participation à l'assemblée générale C 1294/1-2007/2008 C 01.07.2008</p> <p>Entreprises publiques – Groupes d'intérêts – Droit de parole C 1300/1-2007/2008 C 01.07.2008</p> <p>Parachutes dorés – Rémunération dirigeants – Mesures fisc. Dissuasives C 1474/1-2008/2009 C 14.10.2008</p> <p>Options sur actions – Durée et exercice C 1501/1-2008/2009 C 20.10.2008</p> <p>Gouvernance entreprises règles bonne conduite administrateur resp. solidaire C 1805/1-2008/2009 C 11.02.2009</p> <p><i>Droit commercial</i></p>	<p>78</p>	<p>D – en commission les 12.02 et 17.02.08</p>		

OBJET N° DU DOCUMENT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Propositions de loi (jointes) Contribution parents – Coefficient de proportionnalité – Coût d'un enfant C 0295/1-2007/2008 Pensions alimentaires domiciliation bancaire C 0564/1-2007/2008 Contributions alimentaires – Ligne directrice – Méthode Renard C 0899/1-2007/2008 Pension alimentaire – Frais extraordinaires C 1092/1-2007/2008 Enfants – Contributions alimentaires – Indexation et majoration C 1611/1-2008/2009 Pension alimentaire – Délégation de salaire C 1317/1-2007/2008	78 78 78 78 78 78	<i>Justice:</i> D – en commission les 19.02.08, 05.03, 12.03 et 18.03.08 <u>Droit de la famille :</u> D – en commission les 03.06, 18.06, 08.10, 10.12.08, 21.01.09 et 28.01.09		
<i>Justice</i> <i>Sous-commission « Droit de la famille »</i> Proposition de résolution Pays du sud – Annulation de la dette C 0297/1-2007/2008 Groupe de travail « Propositions de résolution »		D – en commission le 03.03.08 <i>Renvoyée en commission le</i> 13.01.09	-	-
Propositions de loi (jointes) Guerre 1940-1945 – Victimes civiles – Pensions de dédommagement T C 0301/1-2007/2008 Guerre 1940-1945 – Victimes civiles – pension dédommagement – Nat. Belge C 1626/1-2008/2009 <i>Santé publique</i>	78 78	D – en commission le 08.12.08		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre		D – en commission le 13.01.09		
Philippines – Droits de l'homme C 0484/1-2007/2008 C 29.11.2007				
Groupe de travail « propositions de résolution » Proposition de loi		D – en commission le 11.02.09		
Sectes déstabilisation mentale abus de la situation de faiblesse C 0493/1-2007/2008 C 03.12.2007	78			
<i>Justice</i>		A – en commission le 03.02.09		
Affections rares – Médicaments orphelins C 0505/1-2007/2008 C 05.12.2007		A – en séance plénière le 19.02.09		
<i>Santé publique</i>		R – en commission le 17.02.08		
Notification décisions pénales C 0526/1-2007/2008 C 11.12.2007	78			
<i>Justice</i>		D – en commission les 12.02 et 17.02.09		
Communication des décisions pénales C 0577/1-2007/2008 C 17.12.2007	78			
<i>Justice</i>		D – en commission les 27.05, 10.06.08 et 17.02.09		
Règlement des plaintes au sein de l'ordre judiciaire C 0634/1-2007/2008 C 20.12.2007	77			
<i>Justice</i>				

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre Proposition de loi Cyclomoteurs – Plaques d'immatriculation C 0643/1-2007/2008 C 21.12.2007	78	D – en commission le 12.01.09		
Infrastructure Proposition de loi Preneur d'assurance état de santé données pertinentes C 0745/1-2007/2008 C 30.01.2008	78	D – en commission le 26.11.08		
Economie Proposition de loi Contrat d'assurance terrestre – Critères de segmentation – Clarification C 0746/1-2007/2008 C 30.01.2008	78	D – en commission le 26.11.08		
Economie Propositions de loi (jointes) Assurance automobile prix accessible pour jeunes et personnes âgées C 0748/1-2007/2008 C 31.01.2008 Jeunes conducteurs – Assurance automobile C 1054/1-2007/2008 C 11.04.2008	78 78	D – en commission le 26.11.08		
Economie Proposition de résolution Organisation mondiale de la santé – Taiwan – Statut d'observateur C 0755/1-2007/2008 C 31.01.08 Groupe de travail « propositions de résolution »		D – en commission le 13.01.09		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Propositions de loi (jointes)				
Crédit à la consommation et hypothécaire – Publicité C 0793/1-2007/2008 C 12.02.2008	78	D – en commission les 04.03, 27.05, 24.06 et 19.11.08		
Crédit à la consommation – Publicités abusives C 0328/1-2007/2008 C 06.11.2007	78			
Crédits à consommation – Transparence consommateur – Surendettement C 1538/1-2008/2009 C 04.11.2008	78			
<u>Economie</u>				
Proposition de loi				
Assurance personne risque décès – Utilisation données pers. de santé C 0823/1-2007/2008 C 14.02.2008	78	D – en commission les 06.05, 13.05, 26.11.08 et 03.02.09		
<u>Economie</u>				
Proposition de résolution				
Rép. Pop. Chine – Trafics d'org. Hum. – Camps d'extern. – Enquête internationale C 0841/1-2007/2008 C 18.02.2008		D – en commission le 13.01.09		
<u>Groupe de travail</u> « propositions de résolution »				
Propositions de loi (jointes)				
Statut des travailleurs intérimaires – Contrat de travail C 0855/1-2007/2008 C 21.02.2008	78	D – en commission le 03.02.09		
Travailleurs intérimaires – Contrats successifs C 1594/1-2008/2009 C 19.11.2008	78			
<u>Affaires sociales</u>				
Proposition de loi				
Associations – Action d'intérêt collectif C 0872/1-2007/2008 C 22.02.2008	78	D – en commission le 17.02.09		
<u>Justice</u>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Propositions de loi (jointes)				
Personnes morales de droit public – Responsabilité pénale C 1146/1-2007/2008 Faute pénale et civile - Dualité C 1170/1-2007/2008 Responsabilités civile et pénale – Unité de fautes C 0120/1-0000/2007	78 78 78	D – en commission les 13.05, 04.06, 11.06, 07.10, 04.11.08 et 20.01.09		
<i>Justice</i>				
Proposition de loi				
Mineur – Magistrats – Formation spécialisée C 1149/1-2007/2008	77	A – en commission le 27.01.09 A – en séance plénière le 12.02.09		
<i>Justice</i>				
Proposition de résolution				
Afrique du sud – Plaasmoorde C 1169/1-2007/2008		D – en commission le 13.01.09		
<i>Groupe de travail « propositions de résolution »</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)				
Médecins spécialistes – Commission d'agrégation S 0167/1-0000/2007 C 1187/1-2007/2008	78	A – en commission le 04.11.08 A – en séance plénière le 20.11.08	A – en séance plénière les 22.05 et 27.11.08	Loi du 10.12.08 M.B. 09.01.09
<i>Santé publique</i>				

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Projet de loi (transmis par le Sénat) Référendaires à la Cour de cassation - Statut S 0606/1-2007/2008 C 1231/1-2007/2008 <i>Justice</i>	77	D – en commission le 09.07, 07.10, 21.10, 04.11.08 et 20.01.09	A – en séance plénière le 05.06.08	
Proposition de loi Mariage – Maison communale C 1239/1-2007/2008 <i>Sous-commission « Droit de la Famille »</i>	78	D – en commission les 04.02 et 11.02.09		
Proposition de résolution Droits de l'homme – Orientation sexuelle – Principes de Yogyakarta C 1240/1-2007/2008 <i>Groupe de travail « propositions de résolution »</i>		D – en commission le 13.01.09		
Proposition de loi Assurances de solde restant dû – Questionnaire médical standardisé C 1252/1-2007/2008 <i>Economie</i>	78	D – en commission les 26.11.08 et 03.02.09		
Projet de loi (transmis par le Sénat) Reconnaissance d'un handicap – Délai d'attente S 1473/1-2005/2006 C 3087/1-2006/2007 C 1260/1-2007/2008 (...)	78	A – en commission le 13.01.09 AM – en séance plénière le 29.01.09 <i>Délai d'examen : 15 jours</i>	A – en séance plénière les 19.04.07 et 12.02.09	

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre (suite) Propositions de loi (jointes) Charte de l'assuré social C 0442/1-2007/2008 Personnes handicapées – Allocations – Traitement des demandes C 0888/1-2007/2008	78 78			
Affaire sociales Propositions de loi (jointes) Chambres législatives – Accords de coopération – Institutions bruxelloises C 1263/1-2007/2008 Chambres législatives – Accords de coopération – Communauté germanophone C 1262/1-2007/2008	77 77	D – en commission les 18.11 et 09.12.08		
Révision de la Constitution Proposition de résolution Portefeuille pension – Communication annuelle - Internet C 1267/1-2007/2008		D – en commission les 08.07.08 et 13.01.09		
Affaires sociales Proposition de loi Vente publique d'immeubles – Suppression seconde séance C 1273/1-2007/2008 Justice	78	D – en commission le 17.02.09		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 20.01.09	A – en séance plénière le 26.06.08	
Publications étrangères – Interdiction d'importation – Abrogation S 0594/1-2007/2008 C 1284/1-2007/2008	78	AM – en séance plénière du 05.02.09	AM – en séance plénière du 19.02.09	
<i>Justice</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 03.03.09	A – en séance plénière le 26.06.08	
Arriéré de paiement – Injonction de payer S 0823/1-2007/2008 C 1285/1-2007/2008	77			
Projet de loi et proposition de loi (jointes)				
Arriéré de paiement – Injonction de payer S 0139/1-0000/2007 C 1287/1-2007/2008	77			
Procédure sommaire d'injonction de payer inversion contentieux C 0790/1-2007/2008	78			
Petites sommes d'argent – Recouvrement – Requête C 1243/1-2007/2008	78			
<i>Justice</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 23.10.08	A – en séance plénière le 26.06.08	Loi du 09.12.08
Tribunal du travail – Notification du jugement – Mention voies de recours S 0020/1-0000/2007 C 1286/1-2007/2008	78	A – en séance plénière le 27.11.08		M.B. 28.01.09
<i>Justice</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Système bonus-malus généralisé – Assurance obligatoire véhicules automoteurs C 1302/1-2007/2008 <i>Economie</i>	78	D – en commission le 26.11.08		
Transposition de deux directives européennes C 1310/1-2007/2008 <i>Economie</i>	78	A – en commission le 24.09.08 A – en séance plénière le 23.10.08	-	Loi du 21.11.08 M.B. 11.02.09
Droits de l'homme en Iran C 1314/1-2007/2008		D – en commission le 13.01.09		
<i>Groupe de travail « propositions de résolution »</i> Projet de loi				
Transport de produits gazeux C 1320/1-2007/2008 <i>Economie</i>	78	A – en commission le 25.11.08 A – en séance plénière le 08.01.09	A – en séance plénière le 12.02.09	Procédure parlementaire terminée (3)
Faillites – Désignation des curateurs S 0018/1-0000/2007 C 1321/1-2007/2008 <i>Droit commercial</i>	78	A – en commission le 17.02.09	A – en séance plénière le 03.07.08	

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Propositions de loi (jointes)		D – en commission les 05.11, 25.11.08, 07.01.09, 14.01, 21.01, 28.01 et 10.02.09		
Fonctionnement des copropriétés C 1334/1-2007/2008 C 07.07.2008 Privilège aux associations de copropriétaires C 0110/1-0000/2007 C 16.08.2007 Copropriété – Assemblée générale – Syndic. C 0123/1-0000/2007 C 22.08.2007 Obligations maître d'ouvrage copropriété syndic. C 0241/1-2007/2008 C 22.10.2007 Syndics – Langue commune situation de l'immeuble C 0346/1-2007/2008 C 12.11.2007 Privilège des associations de copropriétaires C 0636/1-2007/2008 C 21.12.2007 Fonctionnement copropriétés C 0684/1-2007/2008 C 15.01.2008 Copropriété – Requête contradictoire C 0717/1-2007/2008 C 22.01.2008 Copropriétaires – Privilège sur immeubles C 1040/1-2007/2008 C 08.04.2008	78 78 78 78 78 78 78 78 78 78			
<i>Justice</i>				
Propositions de résolution (jointes)		D – en commission les 22.01.08, 26.02.08, 06.01.09, 03.02 et 17.02.09	-	-
GSM – Informations des consommateurs lors de l'achat C 1335/1-2007/2008 C 07.07.2008 Pollution électromagnétique – Systèmes sans fil C 0405/1-2007/2008 C 21.11.2007				
<i>Santé publique</i>				
Proposition de résolution		D – en commission le 13.01.09		
Protection Parc national Yasuni en Equateur C 1347/1-2007/2008 C 09.07.2008				
Groupe de travail « propositions de résolution »				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre				
Projet de loi		A – en commission le 05.11.08	Projet non évoqué	Loi du 11.12.08
Directive régime fiscal commun sociétés C 1398/1-2007/2008	78	A – en séance plénière le 20.11.08		M.B. 12.01.09
Proposition de loi (jointe)				
Régime fiscal actions fusions internationales C 0206/1-2007/2008	78			
<i>Finances</i>				
Projets de loi (joints) (transmis par le Sénat)		C 1407 :		
Internement – Pourvoi en cassation - Délai S 0757/1-2007/2008 S 15.05.2008 C 1407/1-2007/2008 C 19.07.2008	77	A – en commission le 04.11.08	A – en séance plénière les 18.07.08 et 29.01.09	Procédure parlementaire terminée (3)
Décisions tribunal application peines – Cassation – Signature par avocat S 0497/1-2007/2008 S 21.12.2007 C 1408/1-2007/2008 C 19.07.2008	77	C 1408 : A – en commission le 25.11.08 AM – en séance plénière le 08.01.09		
<i>Justice</i>				
Projet de loi (transmis par le Sénat)		D – en commission les 04.11 et 02.12.08	A – en séance plénière le 18.07.08	
Statut de personne lésée – Déclaration de personne lésée S 0567/1-2007/2008 S 13.02.2008 C 1410/1-2007/2008 C 25.07.2008	78			
<i>Justice</i>				
Projet de loi		A – en commission le 05.11.08	Projet non évoqué	Loi du 15.12.08
UE Directive expulsions étrangers – Séjour illégal C 1422/1-2007/2008 C 03.09.2008	78	A – en séance plénière le 20.11.08		M.B. 23.01.09
<i>Intérieur</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre			Projet non évoqué	
Réassurance – Directive 2005/68/CE C 1493/1-2008/2009 S 1098/1-2008/2009 <i>Economie</i>	78	A – en commission le 02.12.08 A – en séance plénière le 08.01.09	Projet non évoqué	
Arriéré judiciaire cours d'appel conseillers cadre temporaire C 16.10.2008 <i>Justice</i>	77	A – en commission le 09.12.08 A – en séance plénière le 11.12.08	A – en séance plénière le 18.12.08	Loi du 22.12.08 M.B. 14.01.09
Année budgétaire 2008 – Budget général des dépenses – Premier ajustement C 1504/1-2008/2009 <i>Finances</i>	74	A – en commission le 28.11.08 A – en séance plénière le 11.12.08		
Déclaration de patrimoine – Dépôt - Timing C 1507/1-2008/2009 <i>Révision de la Constitution</i>	77	A – en commission le 09.12.08 A – en séance plénière le 08.01.09	A – en séance plénière le 19.02.09	Procédure parlementaire terminée (3)
Déclaration de patrimoine – Dépôt - Timing C 1508/1-2008/2009 <i>Révision de la Constitution</i>	77	A – en commission le 09.12.08 A – en séance plénière le 08.01.09		

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Proposition de loi Faits de mœurs – Personnes condamnées – Interdiction de résidence C 1509/1-2008/2009 C 22.10.2008	78	D – en commission le 17.02.09		
<i>Justice</i> Propositions de loi (jointes) Divorce – Consentement mutuel désunion irrémédiable – Procédure C 1517/1-2008/2009 C 24.10.2008 Procédure de divorce – Divorce par consentement mutuel C 1706/1-2008/2009 C 05.01.2009	78 78	D – en commission les 04.02 et 11.02.09		
<i>Sous-commission « Droit de la Famille »</i> Projets de loi (jointes) Budget des voies et moyens – Année budgétaire 2009 C 1527/1-2008/2009 C 07.11.2008 Budget général des dépenses – Année budgétaire 2009 C 1528/1-2008/2009 C 31.10.2008 Note de politique générale – Intégration sociale C 1529/1-2008/2009 C 31.10.2008 Recettes et dépenses – Année budgétaire 2009 – Exposé général C 1526/1-2008/2009 C 06.11.2008 Véhicules automobiles – Personnes en situation de handicap - TVA C 1595/1-2008/2009 C 19.11.2008 Budget général des dépenses – Année budgétaire 2009 – Justification C 1596/1-2008/2009 C 21.11.2008 (...)	74 74 74 78 74	<i>Affaires sociales:</i> A – en commission les 02.12 et 03.12.08 <i>Défense nationale:</i> A – en commission le 03.12.08 <i>Economie:</i> A – en commission les 02.12, 03.12, 09.12 et 10.12.08 <i>Finances:</i> A – en commission le 09.12.08 <i>Infrastructure:</i> A – en commission les 01.12 et 03.12.08		C 1527 : Loi du 13.01.09 M.B. 19.01.09 C 1528 : Loi du 13.01.09 M.B. 13.02.09

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
(suite) Affaires sociales Défense nationale Economie Finances Infrastructure Intérieur Justice Relations extérieures Santé publique		<u>Intérieur.</u> A – en commission les 25.11 et 03.12.08 <u>Justice:</u> A – en commission le 26.11.08 <u>Relations extérieures:</u> A – en commission les 19.11 et 26.11 <u>Santé</u> <u>publique:</u> A – en commission les 19.11, 26.11, 02.12, 03.12 et 08.12.08 A – en séance plénière le 08.01.09 D – en commission le 03.02.09		
Propositions de loi (jointes) Congé de paternité – Partenaire du même sexe C 1533/1-2008/2009 Cohabitation légale – Congé parental C 0187/1-2007/2008 Congé de paternité – Partenaire du même sexe C 1306/1-2007/2008	78 78 78			
Affaires sociales Projet de loi Service des impôts régionaux – Fixation du prix de revient total C 1583/1-2008/2009 Finances	77	A – en commission le 14.01.09 A – en séance plénière le 29.01.09	A – en séance plénière le 19.02.09	Procédure parlementaire terminée (3)

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Projet de loi (transmis par le Sénat)		D – en commission le 11.02.09	A – en séance plénière le 27.11.08	
Conseil d'Etat – Publication avis section de législation S 0247/1-2007/2008 S 09.10.2007 C 1630/1-2008/2009 C 28.11.2008	77			
Proposition de loi (jointe)				
Conseil d'Etat – Section de législation – Publicité uniforme et généralisée C 1458/1-2007/2008 C 07.10.2008	77			
<i>Intérieur</i>				
Projet de loi				
Année 2009 – Contingent de l'armée C 1631/1-2008/2009 C 01.12.2008	74	A – en commission le 03.12.08 A – en séance plénière le 24.10.08	-	Loi du 30.12.08 M.B. 23.01.09
<i>Défense nationale</i>				
Propositions de loi (jointes)				
Droits de succession C 1633/1-2008/2009 C 02.12.2008	78			
Conjoint survivant – Compte bancaire C 0450/1-2007/2008 C 28.11.2007	78			
Droits de succession C 0701/1-2007/2008 C 17.01.2008	78			
Conjoint ou cohabitant survivant – Avance – Montant maximum C 0922/1-2007/2008 C 05.03.2008	78			
<i>Justice</i>				

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT : Commission de la Chambre	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Projet de loi (transmis par le Sénat) Maroc – Assistance personne détenues et transfèrement personnes condamnées S 0940/1-2007/2008 C 1649/1-2008/2009	77	A – en commission le 14.01.09 A – en séance plénière le 29.01.09	A – en séance plénière le 04.12.08	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi (transmis par le Sénat) Hong Kong – Chine – Transfèrement personnes condamnées S 0941/1-2007/2008 C 1650/1-2008/2009	77	A – en commission le 14.01.09 A – en séance plénière le 29.01.09	A – en séance plénière le 04.12.08	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi (transmis par le Sénat) Matière pénale entraide judiciaire – Convention européenne - Protocole S 0943/1-2007/2008 C 1651/1-2008/2009	77	A – en commission le 14.01.09 A – en séance plénière le 29.01.09	A – en séance plénière le 04.12.08	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi (transmis par le Sénat) Bulgarie et Roumanie – Espace économique européen S 0978/1-2008/2009 C 1652/1-2008/2009	77	A – en commission le 14.01.09 A – en séance plénière le 29.01.09	A – en séance plénière le 04.12.08	Procédure parlementaire terminée (3)
<i>Relations extérieures</i> Projet de loi Contrats d'assurance maladie conclus dans/dehors relation professionnelle C 1662/1-2008/2009 <i>Economie</i>	78	A – en commission le 17.02.09		

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre (suite)				
Proposition de loi (jointe) Equipes de soins palliatifs à domicile pour enfants – Financement C 1466/1-2007/2008 C 10.10.2008	78			
<i>Santé publique</i> Projet de loi		A – en commission le 13.01.09		
Continuité des entreprises – Concordat C 1692/1-2008/2009 C 19.12.2008	77	A – en séance plénière le 15.01.09		
<i>Droit commercial</i> Projet de loi		D – en commission les 27.01.09 et 10.02.09	A – en séance plénière le 18.12.08	
Infractions envers certaines personnes à caractère public S 0495/1-2007/2008 C 1696/1-2008/2009 C 19.12.2008	78			
Propositions de loi (jointes)				
Aggravation peine assassinats et meurtres commis sur fonctionnaires police C 0578/1-2007/2008 C 17.12.2007	78			
Infractions envers certaines personnes à caractère public – Circ. aggrav. C 1661/1-2008/2009 C 11.12.2008	78			
<i>Justice</i> Projet de loi		A – en commission le 24.12.08	-	Loi du 24.12.08
Année budgétaire 2009 – Douzièmes provisoires C 1699/1-2008/2009 C 23.12.2008	74	A – en séance plénière le 24.12.08		M.B. 31.12.08 Erratum 13.01.09
<i>Finances</i>				

OBJET N° DU DOCUMENT : DATE DÉPÔT :	PROCÉDURE (1) ARTICLE CONST :	CHAMBRE (2) A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	SÉNAT A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	Promulgation de la loi DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre (suite) Proposition de loi (jointe) Méthodes particulières recherches – Pourvoi cassation – Arrêt chambre d'accusat. C 1436/1-2007/2008 C 18.09.2008	78	<u>C.1436</u> : Sans objet		
<i>Justice</i> Propositions de loi (jointes) Fournisseurs durée crise financière économique créanciers privilégiés C 1731/1-2008/2009 C 15.01.2009 Privileges et hypothèques du fisc – Suppression C 1521/1-2008/2009 C 29.10.2008	78 78	D – en commission les 10.02 et 17.02.09		
<i>Droit commercial</i> Projet de loi Statut des militaires C 1742/1-2008/2009 C 16.01.2009	78	A – en commission le 04.02.09		
<i>Défense nationale</i> Projet de loi (transmis par le Sénat) OTAN – Albanie et Croatie – Accession S 1109/1-2008/2009 S 16.01.2009 C 1753/1-2008/2009 C 23.01.2009 <i>Relations extérieures</i>	77	A – en commission le 27.01.09 A – en séance plénière le 29.01.09	A – en séance plénière le 22.01.09	

OBJET	PROCÉDURE (1)	CHAMBRE (2)	SÉNAT	Promulgation de la loi
N° DU DOCUMENT :	ARTICLE CONST :	A : ADOPTÉ AM : AMENDÉ D : DISCUTÉ R : REJETÉ	A : ADOPTÉ : AM : AMENDÉ	DATE DE LA LOI : DATE DE PUBLICATION :
Commission de la Chambre Projet de loi (transmis par le Sénat)		A – en commission le 11.02.09	A – en séance plénière le 29.01.09	
Statuts du fonds monétaire international – Amendement S 1074/1-2008/2009 C 1772/1-2008/2009	77			
<i>Finances</i> Projet de loi		D – en commission le 10.02.09		
Concours d'excellence professionnelle – Appellation et protection C 1784/1-2008/2009	78			
<i>Economie</i> Projet de loi		D – en commission le 10.02.09		
Dispositions diverses C 1786/1-2008/2009	78	<u>Affaires sociales (art. 77 à 111)</u> A – en commission le 10.02.09 <u>Affaires sociales (art. 59 à 67)</u> A – en commission le 11.02.09 <u>Droit commercial (art. 167)</u> A – en commission le 10.02.09 <u>Economie (art. 112 à 114 et 118 à 126)</u> A – en commission le 10.02.09 <u>Economie (art. 127 à 150)</u> : A – en commission le 18.02.09		
(…)				

MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
Législation			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	-----	-----
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	-----	-----
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	-----	-----
Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	-----	-----
Information parlementaire			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés - composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	-----	-----
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	-----	-----
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	-----	-----
Fiches "info" parlementaires			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	-----	-----
Parlementum Belgicum			
Livre de photographies	4,00	-----	-----
Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch, Chambre des représentants 2001 ; 182 pp. « Le Parlement » (iconographie) « Le Palais de la Nation » (W. Van den Steene) Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) - biographie Brochure « Dessins satiriques »	5 2,50 30,00 2,50 2,00	----- ----- ----- ----- -----	----- ----- ----- ----- -----
Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	-----	-----
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	-----	-----
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	-----	-----
Dépliants			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	-----	-----
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	-----	-----
BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE			
A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES			
NOM _____			
ADRESSE _____			
Veuillez verser le montant correspondant au compte n° 000-0019220-14 de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)			
<i>La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.</i>			

PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
Bulletin des questions et réponses (bilingue) (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	50,00 euro (2)	2,00 euro (3)	120,00 euro (2)	6,00 euro (3)
	20,00 euro	1,00 euro	60,00 euro	3,00 euro
Compte rendu analytique Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
Informations parlementaires Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
Informations et commandes pour les publications susmentionnées: Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles» (IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse complète du souscripteur - Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur - Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue) ▶ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis ▶ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié ▶ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA 				
Documents parlementaires de la Chambre Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques - numéros séparés Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR	BELGIQUE 0,0744 euro par page imprimée ÉTRANGER 0,0744 euro par page imprimée + frais de port	Informations et commandes: <u>Chambre des représentants</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants» Paiement dès réception du décompte		